



Abu Ali et Um Ali ont fui la Syrie en 2012. Ils vivent à présent avec leur famille dans une tente d'un camp de la Bekaa, au Liban. Ne disposant d'aucune source de revenu, ils s'inquiètent de plus en plus concernant les coupes qui affectent le secteur de l'aide humanitaire dont ils dépendent. Photo : Yasmine Chawaf/Oxfam

« Un jour, nous avons reçu un SMS nous avertissant que nous ne recevions plus de denrées alimentaires. La même chose s'est produite avec les coupons pour le carburant. Dans notre camp, seules trois familles en ont reçu un cet hiver, alors que vous en avons tous bénéficié en 2013. »

CRISE SYRIENNE

ANALYSE DES CONTRIBUTIONS EQUITABLES 2015

Alors que le nombre de personnes dans le besoin à cause du conflit en Syrie continue d'augmenter, l'intervention humanitaire internationale ne suit pas. La conférence des bailleurs de fonds prévue le 31 mars 2015 au Koweït est l'occasion de renverser cette tendance et de mettre les populations civiles syriennes au premier plan.

Oxfam a développé des indicateurs clés pour déterminer le niveau d'engagement requis de chaque pays riche en 2015 afin d'atténuer de manière équitable la souffrance des personnes touchées par la crise en Syrie :

- Le niveau de financement que chaque pays met à disposition pour la réponse humanitaire par rapport à son poids économique (d'après le revenu national brut) ;
- Le nombre de réfugiés syriens que chaque pays a aidé à mettre en sécurité par le biais d'offres de réinstallation ou d'autres formes de protection humanitaire, là aussi en rapport avec l'économie du pays ;

Figure 1 Analyse de la contribution équitable au financement pour 2015

Ce tableau examine le financement engagé face à la crise en Syrie au premier trimestre 2015. D'après un besoin total estimé à 8,7 milliards de dollars, l'analyse révèle que seulement 9,8 % des financements nécessaires ont été reçus¹.

Pays	Contributions 2015 (millions de dollars) (y compris la part CERF/ECHO)	Contribution équitable (millions de dollars)	Pourcentage de la contribution équitable financé
Allemagne	168,0	438,0	38%
Arabie saoudite	2,8	275,5	1%
Australie	2,1	116,9	2%
Autriche	6,7	45,9	15%
Belgique	12,8	55,0	23%
Canada	47,5	178,4	27%
Corée, République de	2,0	200,0	1%
Danemark	6,8	30,0	23%
ÉAU	3,7	98,2	4%
Espagne	18,5	181,6	10%
États-Unis	51,9	2 023,7	3%
Finlande	5,3	25,9	21%
France	32,8	303,0	11%
Grèce	4,1	33,8	12%
Irlande	7,4	21,5	35%
Islande	0	1,6	1%
Italie	28,4	253,2	11%
Japon	44,0	573,1	8%
Koweït	0,1	49,1	0%
Luxembourg	1,5	3,7	41%
Norvège	7,9	40,3	20%
Nouvelle-Zélande	0,9	16,2	5%
Pays-Bas	13,7	92,8	15%
Pologne	5,1	104,6	5%
Portugal	4,9	32,6	15%
Qatar	7,1	47,9	15%
République tchèque	2,6	33,5	8%
Royaume-Uni	320,0	291,3	110%
Russie	2,0	593,0	0%
Slovaquie	0,9	16,8	5%
Suède	13,6	53,3	26%
Suisse	24,9	57,0	44%

Légende

>90% de la contribution équitable
50–90% de la contribution équitable
<50% de la contribution équitable

N.B. : les données sont issues de sources disponibles publiquement, dont le système EDRIS et le Service FTS, et ont été vérifiées dans la mesure du possible auprès de représentants des États. L'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Australie, l'Espagne, Les États-Unis, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Russie ont tous fourni des données supplémentaires.

Figure 2 Analyse de la contribution équitable au financement pour 2014

Ce tableau examine le financement reçu pour la crise en Syrie en 2014. D'après un besoin total estimé à 7,7 milliards de dollars, l'analyse révèle que 62,5 % des financements nécessaires ont été reçus jusqu'à fin 2014².

Pays	Contributions 2014 (millions de dollars) (y compris la part CERF/ECHO)	Contribution équitable (millions de dollars)	Pourcentage de la contribution équitable financé
Allemagne	425,1	382,6	111 %
Arabie saoudite	172,0	159,2	108 %
Australie	31,0	109,6	28 %
Autriche	17,4	41,6	42 %
Belgique	24,0	50,0	48 %
Canada	150,6	165,5	91 %
Corée, République de	5,0	172,8	3 %
Danemark	63,0	27,0	233 %
ÉAU	275,7	70,6	391 %
Espagne	69,2	166,4	42 %
États-Unis	1 727,7	1 772,4	97 %
Finlande	27,4	23,3	118 %
France	154,3	269,2	57 %
Grèce	13,6	32,0	42 %
Irlande	26,2	18,4	142 %
Islande	0	1,2	0 %
Italie	130,6	223,3	58 %
Japon	149,4	516,5	29 %
Koweït	300	27,1	1 107 %
Luxembourg	8,7	3,9	222 %
Norvège	95,3	37,5	254 %
Nouvelle-Zélande	5,8	14,7	39 %
Pays-Bas	93,1	81,5	114 %
Pologne	17,8	91,0	20 %
Portugal	16,1	29,1	55 %
Qatar	104,4	29,2	358 %
République tchèque	10,4	29,0	36 %
Royaume-Uni	432,2	260,1	166 %
Russie	46,0	613,7	7 %
Slovaquie	3,0	14,9	20 %
Suède	67,0	46,9	143 %
Suisse	61,9	50,2	123 %

Légende

>90% de la contribution équitable
50–90% de la contribution équitable
<50% de la contribution équitable

N.B. : les données sont issues de sources disponibles publiquement, dont le système EDRIS et le Service FTS, et ont été vérifiées dans la mesure du possible auprès de représentants des États. L'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Australie, la Belgique, les Émirats arabes unis, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Qatar, le Royaume-Uni et la Russie ont tous fourni des données supplémentaires.

Figure 3 Analyse de la contribution équitable pour l'admission humanitaire et la réinstallation des réfugiés

Oxfam appelle à ce que 5 % de la population réfugiée enregistrée dans les pays voisins (soit 196 000 personnes) soient réinstallés ou se voient proposer une admission humanitaire dans les pays riches signataires de la convention des Nations unies relative aux réfugiés fin 2015, dans le cadre d'un engagement pluriannuel à réinstaller les personnes les plus vulnérables parmi la population de réfugiés³. Ce tableau examine les engagements de ces pays par rapport à leur contribution équitable calculée d'après leur poids économique. À ce jour, les États les plus riches du monde se sont engagés sur seulement 37 % des places, et selon un calendrier qui reste incertain.

Pays	Nombre de places proposées	Contribution équitable (nombre de personnes)	% de la contribution équitable à l'accueil
Allemagne	30 000	15 027,6	200 %
Australie	5 600	4 302,8	130 %
Autriche	1 500	1 634,2	92 %
Belgique	300	1 945,3	15 %
Canada	11 300	6 501,7	174 %
Corée, République de	0	6 786,5	0 %
Danemark	390	1 060,3	37 %
Espagne	260	6 536,8	4 %
États-Unis	10 714	69 608,7	15 %
Finlande	850	915,7	93 %
France	2 400	10 571,9	23 %
Grèce	0	1 257,4	0 %
Irlande	343	722,9	47 %
Islande	0	48,2	0 %
Italie	400	8 771,2	5 %
Japon	0	20 285,0	0 %
Luxembourg	60	153,3	39 %
Norvège	2 500	1 472,1	170 %
Nouvelle-Zélande	100	578,3	17 %
Pays-Bas	500	3 202,7	16 %
Pologne	100	3 575,1	3 %
Portugal	23	1 143,5	2 %
République tchèque	70	1 139,1	6 %
Royaume-Uni	500	10 217,0	5 %
Russie	0	14 287,1	0 %
Slovaquie	0	587,1	0 %
Suède	2 700	1 840,1	147 %
Suisse	3 500	1 971,5	178 %
TOTAL	74 110	196 143	S. O.

Légende

>90% de la contribution équitable
50-90% de la contribution équitable
<50% de la contribution équitable

Remarque : les États-Unis n'ont pas indiqué de plafond concernant le nombre de Syriens que le pays comptait accepter dans le cadre de son programme de réinstallation, mais l'UNHCR avait soumis 10 714 dossiers de réinstallation en février 2015. Les États-Unis sont le principal pays de réinstallation au monde, avec un plafond annuel fixé à quelque 70 000 réfugiés ces dernières années.

Remarque : le Royaume-Uni a promis de réinstaller « plusieurs centaines » de personnes grâce à son programme d'admission à titre humanitaire. Pour les besoins de la présente analyse, Oxfam a estimé le nombre de réinstallations à 500.

NOTES

Données à jour au 26 mars 2015.

¹ C'est plus que les 7 % de financement pour les appels des Nations unies, car ce chiffre inclut les engagements de financement réalisés en dehors des appels des Nations unies. Pour plus de détails sur la méthodologie, voir : D. Gorevan (2014), « Un accord plus équitable pour la population syrienne », Oxfam, <https://www.oxfam.org/fr/rapports/un-accord-plus-equitable-pour-la-population-syrienne>

² C'est plus que les 58 % de financement reçus par les appels des Nations unies, car ce chiffre inclut les engagements de financement réalisés en dehors des appels des Nations unies.

³ L'analyse d'Oxfam ne tient pas compte du nombre de demandeurs d'asile dans ces États, ni des regroupements familiaux des réfugiés, voir D. Gorevan (2014), *op. cit.*, p. 11. Selon l'UNHCR, quelque 390 000 réfugiés vulnérables seraient éligibles pour une réinstallation.

© Oxfam International, mars 2015

Ce document a été rédigé par Abigael Baldoumas, Joelle Bassoul, Daniel Gorevan et Camilla Jelbart Mosse avec l'aide de collègues de toute la confédération Oxfam. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel :
policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-835-8 en mars 2015.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz) Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.